



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 05 décembre 2018

### « NE PAS LÉGUER DE DETTES A NOS ENFANTS »

Cette phrase, issue de la déclaration du Premier Ministre hier, était la raison essentielle de mon engagement en politique en 2017. Elle le restera.

J'entends les revendications actuelles en multipliant les rencontres sur le terrain, comme le font également bon nombre de mes collègues parlementaires de la majorité.

Sur le fond, la situation est complexe. **La France reste championne d'Europe des dépenses publiques et en dépit de cela, le financement de notre modèle social n'est plus tenable.** Un exemple parmi tant d'autres : en 1965 il y avait 4,29 cotisants pour 1 retraité. Aujourd'hui, on compte seulement 1,39 cotisants pour 1 retraité.

**Pour autant, la question du pouvoir d'achat est cruciale.** Elle concerne aussi bien les plus modestes que les classes moyennes. **Nous avons déjà agi en la matière** - revalorisation des minimas sociaux et soutien aux familles (universalisation du congé maternité, révision du reste à charge...) – et nous nous apprêtons, en votant la loi de finances pour 2019, **à baisser de 8 milliards d'€ les prélèvements obligatoires.**

**La fracture territoriale non plus n'est pas oubliée.** L'Agence nationale de cohésion des territoires est en train d'être créée. **Nous investissons dans les services publics de proximité** : + 400 millions d'€ d'investissements dans les hôpitaux de proximité, + 125 millions dans les EHPAD...

Enfin, notre majorité a entendu le besoin de temps et d'ajustement. C'est tout l'objet de la concertation qui s'ouvre à présent, pour 6 mois, et pendant laquelle l'application des 3 mesures fiscales qui font particulièrement débat est suspendue : hausse de la taxe carbone, convergence fiscale du diesel avec celle de l'essence et alignement de la fiscalité du gazole des entrepreneurs non routiers sur la fiscalité des particuliers.

**En parallèle, le Gouvernement poursuit son accompagnement des ménages, dans la transition énergétique** : super-prime à la conversion, augmentation et extension du chèque énergie, aides financières pour le remplacement des chaudières au fioul...

Parce que l'écoute du terrain, la confrontation des opinions, la concertation et l'échange, restent au fondement de mon engagement politique, j'invite toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à une réunion publique du mouvement En Marche 74 **le 14 décembre prochain à 19h au Centre Jean XXIII à Annecy (10 chemin du Bray – inscription obligatoire)**. L'occasion de discuter ensemble de la situation actuelle du pays, des réformes déjà menées et de celles à venir.

---

#### **Contact presse :**

Sarah PINEAU, Collaboratrice parlementaire, 01 40 63 74 61

[sarah.pineau@clb-an.fr](mailto:sarah.pineau@clb-an.fr)